



This project is funded by
the Justice Programme
of the European Union
(2014-2020)



Webinaire NBF franco-italien *Bonjour & bienvenue à tous !*

Ce webinaire débute à **09h00**.

Le tchat vous permet de poser vos questions tout le long.

Webinar NBF franco italiano *Buongiorno e benvenuti a tutti*

Il webinar inizia alle ore **9.00**

La chat vi permette di formulare le vostre domande durante tutta la riunione

Partners



Associate
partners



CONSEJO GENERAL
DEL NOTARIADO



CONSIGLIO NOTARILE DI MILANO



Programme :

- ▶ **09h00** Présentation des Règlements (UE) 2016/1103 sur les régimes matrimoniaux et 2016/1104 sur les effets patrimoniaux des partenariats par Cyril NOURISSAT, professeur agrégé des Facultés de droit, professeur à l'Université Jean Moulin- LYON III, Chaire notariale européenne (FR).
- ▶ **09h30** La loi applicable et son domaine par Marjorie DEVISME, docteur en droit, directrice du Centre notarial de droit européen (FR)
- ▶ **10h00** Les règles de compétence et l'acceptation des actes authentiques, par Paolo PASQUALIS, notaire à Portogruaro (IT)
- ▶ **10h30** Etude de cas pratiques franco-italiens
- ▶ **11h00** Questions réponses
- ▶ **11h15** Focus sur le droit des régimes matrimoniaux en France, par Ugo FRIEDMANN, notaire à Milan (IT)
- ▶ **11h45** Focus sur le droit des régimes matrimoniaux en France, par Frédéric VARIN, notaire à Distre (FR)
- ▶ **12h15** Etude de cas pratiques franco-italiens
- ▶ **12h45** Questions réponses
- ▶ **13h00** Fin de la conférence



This project is funded by
the Justice Programme
of the European Union
(2014-2020)



The content of this presentation represents the views of the author only and is his/her sole responsibility. The European Commission does not accept any responsibility for use that may be made of the information it contains.

Partners



Associate
partners



CONSEJO GENERAL
DEL NOTARIADO



CONSIGLIO NOTARILE DI MILANO



Présentation des Règlements (UE) 2016/1103 sur les régimes matrimoniaux et 2016/1104 sur les effets patrimoniaux des partenariats et loi applicable.

Par Marjorie DEVISME et Cyril NOURISSAT



Applicabilité des règlements

- Applicabilité personnelle
- Applicabilité temporelle
- Applicabilité spatiale
- Applicabilité matérielle



Applicabilité personnelle

RIEN !

Toutefois : considérant 14



Applicabilité temporelle

Une date à retenir : 29 janvier 2019

Situations transitoires



Application spatiale

Champ d'application territorial : notion d'Etats membres / Etats non membres / Etats tiers

A retenir : les Etats non membres gardent, dans l'Union, leurs propres règles de DIP

Effet d'alignement ? Situation de Monaco ou de la Suisse...



Application matérielle

Inclusions : art. 1^{er}

Exclusions : art. 1^{er}

Notion de régime matrimonial et d'effet patrimonial

Place des définitions autonomes et articulation avec d'autres instruments internationaux et/ou européens



Rappels

Caractère universel

L'article 20 des règlements précise que toute loi désignée
« *s'applique même si cette loi n'est pas celle d'un Etat
membre* ».

Rappels

Le renvoi est exclu dans les deux règlements (art. 32)

Dans l'hypothèse où la loi d'un Etat non participant est désignée, il convient de s'en tenir à l'application de ses règles matérielles internes, même si, au regard de ses règles de droit international privé, elle ne se reconnaît pas compétente et renvoie à la loi du for ou à une autre loi se reconnaissant applicable.

Le choix préalable de la loi applicable

- Le règlement RM prévoit la possibilité pour les futurs époux de choisir la loi applicable à leur régime matrimonial avant de se marier. En France, le droit commun et la Convention de la Haye, entrée en vigueur au 1^{er} septembre 1992, prévoyaient déjà cette faculté).
- Le règlement sur les EPPE, quant à lui, innove en conférant également cette faculté aux partenaires dont le partenariat est enregistré à compter du 29 janvier 2019. Auparavant, l'article 515-7-1 du Code civil ne prévoyait en France qu'un rattachement unique à la loi de l'Etat d'enregistrement du partenariat.

Le choix préalable de la loi applicable

Étendue du choix

Une loi unique doit être choisie pour l'ensemble des biens. Les règlements consacrent un principe d'unité de loi applicable (art. 21) : la loi choisie s'applique à tous les biens où qu'ils se trouvent, qu'ils soient situés dans un Etat membre ou dans un Etat tiers (cons. 43, règl. RM et cons. 42, règl. EPPE).



Le choix préalable de la loi applicable

ÉPOUX

Les époux ont deux options (art. 22, § 1). Ils peuvent choisir :

- soit la loi de l'Etat de résidence habituelle de l'un des futurs époux au moment de cette désignation ;
- soit la loi nationale de l'un des futurs époux au moment de la désignation.

Le choix préalable de la loi applicable

PARTENAIRES

Ils ont une option supplémentaire par rapport aux époux. Aux deux options admises pour ces derniers, s'en ajoute une troisième permettant aux partenaires de choisir la « *loi de l'Etat selon le droit duquel le partenariat a été créé* ».

L'article 22 du règlement EPPE apporte, en outre, une précision supplémentaire invitant à veiller à ce que la loi choisie « *attache des effets patrimoniaux à l'institution du partenariat enregistré* ».

Le choix préalable de la loi applicable

La forme du choix de la loi

Les règlements posent deux règles distinctes de validité formelle, l'une pour la « convention de choix de loi » (art.23), l'autre pour la « convention matrimoniale/partenariale» (art. 25).

Le choix préalable de la loi applicable

La forme du choix de la loi

Si, au moment de la conclusion de la convention, les époux ont leur résidence habituelle dans des États membres différents et si les lois de ces États prévoient des règles formelles différentes pour les conventions matrimoniales, la convention est valable quant à la forme si elle satisfait aux conditions fixées par l'une de ces lois (Art 23 §3).

Le choix préalable de la loi applicable

La forme du choix de la loi

Exemple 1 :

Deux futurs époux, l'un des époux résidant en France, l'autre en Finlande, État participant à la coopération renforcée, souhaitent établir une convention matrimoniale avant leur union et désigner à cette occasion, la loi applicable à leur régime matrimonial.

La convention matrimoniale, compte tenu du lieu de résidence des futurs époux, pourra être établie soit par acte authentique comme la loi française le prévoit, soit par acte sous seing privé comme le prévoit la loi finlandaise.

Le choix préalable de la loi applicable

La forme du choix de la loi

Exemple 2 :

Deux futurs époux, l'un ayant sa résidence habituelle en France, l'autre en Angleterre, État non participant à la coopération renforcée, souhaitent établir une convention matrimoniale avant leur union et désigner à cette occasion, la loi applicable à leur régime matrimonial.

La convention matrimoniale devra obligatoirement être établie en la forme authentique même si les époux souhaitent soumettre leur régime matrimonial à la loi anglaise qui autorise les actes sous seing privé. En effet, dès l'instant que l'un des époux réside en France, les règles de forme de la loi française devront s'appliquer, à savoir, l'établissement d'un acte notarié. Les règles de forme de l'État tiers ne seront pas prises en considération.

La loi applicable à défaut de choix

La règle diffère selon qu'il s'agit d'époux ou de partenaires.

Pour les époux

L'article 26, §1, du règlement RM, pose une règle de conflit de lois à trois critères hiérarchisés, prévoyant qu'à défaut de choix de loi applicable, le régime matrimonial est soumis :

- En premier lieu, à la loi de l'Etat de la première résidence habituelle commune des époux après la célébration du mariage.
- À défaut de résidence habituelle commune, à la loi de leur nationalité commune au moment de la célébration du mariage.

(Ce rattachement n'est pas applicable si les époux ont plusieurs nationalités communes (art. 26, § 2). Il ne l'est pas non plus si les époux de nationalités différentes au jour du mariage, acquièrent la même nationalité postérieurement).

- À défaut de nationalité commune ou s'ils ont plusieurs nationalités communes au moment du mariage (art. 26, § 2), à « la loi de l'Etat avec lequel les époux ont ensemble les liens les plus étroits au moment de la célébration du mariage, compte tenu de toutes les circonstances ».

La loi applicable à défaut de choix

Pour les partenaires

L'article 26, §1, du règlement EPPE, pose une règle de rattachement unique : à défaut de choix de loi, les effets patrimoniaux du partenariat sont régis par la loi de l'« Etat selon la loi duquel le partenariat enregistré a été créé ».

Le considérant 48 précise qu'il s'agit de la loi de l'Etat d'enregistrement du partenariat, seul rattachement permettant d'éviter l'application d'une loi qui ne connaît pas ou prohibe le partenariat enregistré.

La loi applicable à défaut de choix

La clause d'exception - Pour les époux

À titre exceptionnel, la loi de la dernière résidence habituelle commune des époux peut être appliquée au lieu et place de la loi de la première résidence commune, à **quatre conditions** (art. 26, §3, règl. RM) :

1. Seule l'autorité judiciaire compétente peut décider d'en faire application. Attention ! **Il n'appartient pas au notaire de trancher une telle revendication.**
2. Les époux ne doivent pas avoir conclu de convention matrimoniale avant la date d'établissement de cette dernière résidence.
3. Un des époux doit en faire la demande à l'autorité judiciaire compétente en matière de RM.
4. L'époux demandeur devra démontrer, cumulativement, que cette dernière résidence habituelle commune a duré une période « significativement plus longue » que la première résidence habituelle commune, et que les époux se sont fondés sur cette loi pour organiser leurs rapports patrimoniaux.

La loi applicable à défaut de choix

La clause d'exception - Pour les partenaires

La clause d'exception est prévue dans des termes similaires à l'égard des partenaires, sauf trois différences (art. 26, § 2, règl. EPPE) :

1. La loi à laquelle peut exceptionnellement se substituer la loi de leur dernière résidence habituelle commune est ici la loi de l'Etat d'enregistrement du partenariat, applicable à défaut de choix.
2. En outre, pour que la loi substituée s'applique, il faut qu'elle attache des effets patrimoniaux au partenariat enregistré.
3. La durée de la dernière résidence doit être « *significant* », sans autre précision.

Le domaine de la loi applicable

L'article 27 de chacun des règlements dresse une liste non exhaustive qui comprend :

« a) la classification des biens des deux époux ou de chacun d'entre eux en différentes catégories pendant et après le mariage;

b) Le transfert de biens d'une catégorie à une autre;

c) les obligations d'un époux qui découlent des engagements pris par l'autre époux et des dettes de ce dernier;

d) les pouvoirs, les droits et les obligations de l'un des époux ou des deux époux à l'égard des biens;

e) la dissolution du régime matrimonial, sa liquidation ou le partage des biens; f) les effets du régime matrimonial sur un rapport juridique entre un époux et des tiers; et

g) la validité au fond d'une convention matrimoniale ».

Le domaine de la loi applicable

La rédaction générale de l'article 27 quant aux pouvoirs des époux ou leur responsabilité à l'égard des dettes permet d'inclure les règles patrimoniales, ou du moins certaines d'entre elles, du régime primaire dans le domaine de la loi du régime matrimonial.

Ce que corrobore la définition inclusive de la notion de « régime matrimonial » donnée dans le considérant 18.

Le changement de loi applicable

Le changement ne peut être que volontaire

Les époux/partenaires peuvent changer de loi applicable au cours du mariage qu'ils aient ou non déjà conclu auparavant une convention de choix de loi applicable (art. 22, §1, cons. 45, règl. RM et cons. 44, règl. EPPE, précisant que le choix de la loi peut intervenir « à tout moment », avant, pendant ou au cours de l'union).

Le changement de loi applicable

Tous les couples sont concernés, quelle que soit la date de leur union :
Tout changement de loi opéré après le 29 janvier 2019 est soumis aux
règlements, même pour les époux mariés/ partenaires enregistrés avant le
29 janvier 2019 (art. 69, § 3).



Le changement de loi applicable

Etendue et forme du choix

Ce changement de loi obéit aux mêmes règles que le choix préalable de la loi : même étendue du choix quant aux lois pouvant être désignées (Epoux : résidence habituelle ou nationalité de l'un des époux ; Partenaires : *idem* + loi de l'Etat d'enregistrement), même règle de forme de la convention de choix de loi.

Le principe de l'unité de la loi applicable quant aux biens concernés est également applicable.

Le changement de loi applicable

Portée du changement

Le changement de loi n'a d'effet que pour l'avenir, sauf volonté contraire des époux (art. 22, § 2).

Dans ce cas, la rétroactivité ne porte pas atteinte aux droits des tiers (art. 22, §3).

Conclusion



This project is funded by
the Justice Programme
of the European Union
(2014-2020)



The content of this presentation represents the views of the author only and is his/her sole responsibility. The European Commission does not accept any responsibility for use that may be made of the information it contains.

Partners



Associate
partners



CONSEJO GENERAL
DEL NOTARIADO



CONSIGLIO NOTARILE DI MILANO





I nuovi regolamenti europei 2016/1103 (Regimi matrimoniali) et 2016/1104 (Effetti patrimoniali delle unioni registrate)

Accettazione ed esecuzione degli atti pubblici

Paolo Pasqualis



Webinar - 13 gennaio 2021

- Le norme contenute negli articoli 58 e 59 dei Regolamenti 2016/1103 e 2016/1104 si inseriscono nel sistema che il diritto dell'Unione Europea ha sviluppato a partire dalla Convenzione di Bruxelles del 1968 (art. 50), che ha trovato il sostegno della Corte di giustizia nella sentenza del 17 giugno 1999, C-260/97 (*“Unibank”*)

- Le stesse regole sono state applicate nei regolamenti “Bruxelles I” (art. 57), “Bruxelles I-bis” (art. 58), “Bruxelles II-bis” (art. 46), Titolo Esecutivo Europeo (reg. 805/2004, art. 25, e nello stesso regolamento veniva anche fornita la definizione di “atto pubblico”, art. 4, par. 3), obbligazioni alimentari (reg. 4/2009, art. 48) e da ultimo con il regolamento successioni (reg. 650/2012, art. 60).

- Quest'ultimo regolamento (n. 650/2012, art. 59) ha aggiunto un aspetto particolarmente importante, ossia la previsione che l'atto pubblico venga accettato anche per la sua forza probatoria (art. 59 del Reg. 650/2012): «*[u]n atto pubblico redatto in uno Stato membro ha in un altro Stato membro la stessa efficacia probatoria che ha nello Stato membro d'origine o produce gli effetti più comparabili, a condizione che ciò non sia manifestamente contrario all'ordine pubblico dello Stato membro interessato*».

- Ora gli articoli 58 (accettazione degli atti pubblici) e 59 (esecutività degli atti pubblici) dei nuovi regolamenti 1103 e 1104 riprendono parola per parola quanto previsto agli articoli 59 e 60 del Reg. 650/2012, ed esattamente nello stesso modo fanno i “considerando”, che replicano quelli dal numero 60 al numero 66 dello stesso regolamento sulle successioni.

- L'articolo 58, al primo paragrafo, prevede che *«[u]n atto pubblico redatto in uno Stato membro ha in un altro Stato membro la stessa efficacia probatoria che ha nello Stato membro d'origine o produce gli effetti più comparabili, a condizione che ciò non sia manifestamente contrario all'ordine pubblico dello Stato membro interessato»*.

- Mentre il considerando 58 del Reg. 1103 e il 57 del Reg. 1104 spiegano che *«[n]el determinare l'efficacia probatoria di un determinato atto pubblico in un altro Stato membro o gli effetti più comparabili, è opportuno fare riferimento alla natura e alla portata degli effetti probatori dell'atto pubblico nello Stato membro d'origine. L'efficacia probatoria di un atto pubblico in un altro Stato membro sarà perciò determinata dalla legge dello Stato membro d'origine»*.

Paolo Pasqualis – Accettazione ed esecuzione degli atti pubblici

- Quale può essere considerato l'aspetto di maggiore importanza teorica generale di questa scelta del legislatore europeo?



- Il fatto che ora si preveda che l'atto pubblico debba essere accettato da uno Stato membro all'altro anche per la sua forza probatoria incide nel campo delle prove, ossia nel campo del diritto processuale, che normalmente è un ambito riservato alla legge del luogo dove si svolge il processo.

- Si può dire che si ha in questo caso una applicazione del principio di “mutua fiducia” tra i sistemi giuridici dei diversi Paesi dell’UE, che viene esteso ad una categoria di documenti che evidentemente lo meritano, e ciò in ragione delle specifiche regole che sono applicate nella produzione di questo tipo di documenti e della fiducia accordata ai loro autori.

- Anche le altre regole che sono state adottate negli articoli 58 e 59 che si commentano sono riprese dal regolamento successioni e si dimostrano particolarmente rispettose di quella che è l'origine e la natura dell'atto pubblico.

- Qualsiasi contestazione riguardo all'autenticità di un atto pubblico è proposta davanti agli organi giurisdizionali dello Stato membro d'origine ed è decisa secondo la legge di tale Stato (art. 58, par. 2: mentre la nozione di “autenticità” è contenuta nei considerando, rispettivamente il 59 per il Reg. 1103 e il 58 per il Reg. 1104, il cui testo è identico: ...

- *«[l]» «autenticità» dell'atto pubblico dovrebbe essere un concetto autonomo comprendente elementi quali la genuinità dell'atto, i presupposti formali dell'atto, i poteri dell'autorità che redige l'atto e la procedura secondo la quale l'atto è redatto. Dovrebbe comprendere altresì gli elementi fattuali registrati dall'autorità interessata nell'atto pubblico, quali il fatto che le parti indicate sono comparse davanti a tale autorità nella data indicata e che hanno reso le dichiarazioni indicate».*

- Qualsiasi contestazione riguardo ai negozi giuridici o ai rapporti giuridici registrati in un atto pubblico è proposta davanti agli organi giurisdizionali competenti ai sensi dei rispettivi regolamenti (1103 e 1104) ed è decisa secondo la legge applicabile a norma del capo III di ciascuno di essi (art. 58, par. 3, di entrambi i regolamenti).

- Per facilitare la circolazione degli atti da uno Stato membro all'altro, l'art. 58, par. 1, prevede che una persona che desidera utilizzare l'atto possa chiedere all'autorità che lo ha rilasciato di accompagnarlo con la certificazione prevista dai regolamenti di esecuzione 2018/1936 (per il Reg. 1103) e 2018/1990 (per il Reg. 1104), modulo contenente gli elementi salienti dell'atto e, soprattutto, il valore probatorio dell'atto, secondo la legge del Paese di origine.

- ▶ Per quanto attiene alla forza esecutiva, i regolamenti prevedono ai loro artt. 59: «*L'atto pubblico esecutivo nello Stato membro d'origine è dichiarato esecutivo in un altro Stato membro, su istanza della parte interessata, secondo la procedura di cui agli articoli da 44 a 57*».
- ▶ Anche nel caso dell'esecutività, all'atto sarà allegato un apposito certificato che ne attesta l'efficacia (art. 59, secondo paragrafo).

- Di fronte alle soluzioni adottate dal legislatore europeo, da considerare ampiamente condivisibili da un punto di vista teorico, quali sono gli aspetti pratici di maggiore rilevanza che ci troviamo ad affrontare?

- Come ha bene messo in evidenza lo studio condotto per la Commissione giuridica del Parlamento Europeo nel 2016, coordinato da Paul Beaumont, Jonathan Fitchen e Jayne Holliday (intitolato “*The evidentiary effects of the authentic acts in the Member States of the European Union in the context of successions*”) ora il problema diviene quello di poter conoscere per ogni atto pubblico di cui si tratta quali siano esattamente, secondo le norme del Paese di origine, i suoi effetti probatori.

- Di che cosa ciascun atto farà prova? Gli elementi di fatto riportati nell'atto dall'autorità interessata, come la data e il fatto che le parti sono comparse davanti a questa autorità e che hanno compiuto le dichiarazioni contenute nel documento? I poteri esercitati dall'autorità che redige il documento e la procedura seguita?

- E per quanto attiene al contenuto dell'atto pubblico? Questi potrebbero essere, per esempio, gli accordi delle parti e le loro dichiarazioni di volontà. I rapporti giuridici relativi alla determinazione dei beni della coppia, la legge applicabile ai loro rapporti patrimoniali, le loro quote o ogni altro elemento stabilito in virtù della legge applicabile.

- Questi sono, di regola, gli elementi che vengono certificati in un atto pubblico con una forza probatoria privilegiata ma, nella grande varietà dei possibili atti pubblici, sarà necessario verificarlo caso per caso.

- Proprio a questo scopo il Consiglio dei Notariati dell'Unione Europea (CNUE) ha creato un gruppo di lavoro destinato a raccogliere i dati relativi agli atti pubblici, non solo notarili, presenti nei diversi Paesi dove esiste la figura del notaio, allo scopo di classificarne gli effetti probatori.

- ▶ Il lavoro, di cui sono il coordinatore, si è subito dimostrato abbastanza complesso, anche per la difficoltà di coordinare secondo una comune chiave di lettura i concetti e le regole esistenti da uno Stato all'altro.
- ▶ Potete trovare i primi risultati consultando il sito:

<https://www.authentic-acts.eu/en/>

- Il sistema, comunque, è in costante evoluzione, come testimonia l'entrata in vigore del Regolamento (UE) 2019/1111 del Consiglio del 25 giugno 2019, relativo alla competenza, al riconoscimento e all'esecuzione delle decisioni in materia matrimoniale e di responsabilità genitoriale, e alla sottrazione internazionale dei minori (rifusione), il cui art. 65 prevede il riconoscimento e l'esecuzione degli atti pubblici e degli accordi conclusi nell'ambito del suo campo di applicazione.

- Art. 65, Reg. 2019/1111: «*1. Gli atti pubblici e gli accordi in materia di separazione personale e divorzio aventi effetti giuridici vincolanti nello Stato membro di origine sono riconosciuti negli altri Stati membri senza che sia necessario il ricorso ad alcun procedimento. La sezione 1 del presente capo si applica di conseguenza, salvo se diversamente disposto nella presente sezione*».

- Art. 65, Reg. 2019/1111: *«2. Gli atti pubblici e gli accordi in materia di responsabilità genitoriale aventi effetti giuridici vincolanti e che hanno efficacia esecutiva nello Stato membro di origine sono riconosciuti ed eseguiti negli altri Stati membri senza che sia richiesta una dichiarazione di esecutività. Le sezioni 1 e 3 del presente capo si applicano di conseguenza, salvo se diversamente disposto nella presente sezione».*

- Perché ciò costituisce una importante evoluzione del sistema?
L'accento deve essere posto sull'uso (consapevole) da parte del legislatore europeo della nozione di “riconoscimento”, sino ad oggi utilizzata, secondo anche l'insegnamento della dottrina più rigorosa, alle sole decisioni giudiziarie.

- La questione è stata ampiamente dibattuta, poiché la nozione di “riconoscimento” veniva riservata alle sole decisioni giudiziarie, consistendo nell’ammettere che una decisione assunta da parte dell’autorità giudiziaria di un determinato Stato sia accolta come tale anche in uno Stato diverso mantenendo il valore e la forza che essa possiede in origine, senza necessità di alcun procedimento di delibazione.

- Il “riconoscimento” della decisione giudiziaria straniera consente a questa di essere tenuta in conto come una nazionale. Analoga soluzione non si era prima d’ora voluta ammettere per gli atti pubblici, in considerazione del fatto che essi erano ritenuti in ogni caso impugnabili e non potevano mai raggiungere la forza di cosa giudicata.

- Ora il nuovo Reg. 2019/1111 adotta la nozione di “riconoscimento” anche per atti pubblici (si veda il “considerando” 14), forse in ragione del fatto che nelle materie del divorzio e della responsabilità genitoriale si sono individuati casi, previsti in alcuni Stati membri (divorzi «notarili», ad es.), che meritano di essere considerati analoghi alle decisioni giudiziarie vere e proprie e, pertanto, ne possono seguire la medesima sorte anche in relazione alla loro efficacia transfrontaliera.

Paolo Pasqualis – Accettazione ed esecuzione degli atti pubblici

- Il tema è senza dubbio suggestivo e dovrà certamente essere approfondito, anche per le ricadute pratiche che potrà avere.



Paolo Pasqualis – Accettazione ed esecuzione degli atti pubblici

Grazie per la vostra attenzione

ppasqualis@notariato.it





This project is funded by
the Justice Programme
of the European Union
(2014-2020)



Partners



Associate
partners



CONSEJO GENERAL
DEL NOTARIADO



CONSIGLIO NOTARILE DI MILANO



Étude de cas pratiques
franco-italiens

Studi di casi pratici
franco-italiani

Il contenuto della presentazione offre il punto di vista dell'autore sotto la sua esclusiva responsabilità. La Commissione Europea non assume nessuna responsabilità per i possibili utilizzi delle informazioni in essa contenute.

Cas n°1

Jean, citoyen français, et Lucie, italienne, se connaissent à Fontainebleau, à l'INSEAD

Ils décident de s'y marier, mais après peu de jours de lune de miel au Maroc, Jean part pour la Tunisie où il a trouvé un travail, et Lucie rentre en Italie pour faire un master à l'université Bocconi à Milan.

Caso n° 1

Jean, francese, e Lucia, italiana, si conoscono a Fontainebleau all'INSEAD.

Decidono di sposarsi lì ma, dopo pochi giorni di luna di miele in Marocco, Jean parte per la Tunisia dove ha trovato un lavoro e Lucia torna in Italia per un master alla Bocconi di Milano.

Cas n°1

L'année suivante, bien qu'ils restent dans les lieux de travail et d'étude mentionnés, ils achètent une maison et ouvrent un compte bancaire à Cannes où ils se retrouvent quand leurs engagements respectifs le permettent.

Au bout de cinq ans, ils vendent la maison de Cannes et, après avoir tous deux trouvé du travail à Milan, ils se rendent chez le notaire pour acheter une maison qu'ils veulent mettre seulement au nom de Lucie.

NBF

Notaries
Beyond Frontiers

Est-ce possible ?

Caso n° 1

L'anno successivo pur restando nei rispettivi luoghi sopra indicati comprano una casa a Cannes e aprono lì un conto trovandosi lì appena riescono a coniugare i rispettivi impegni.

Passati cinque anni, vendono la casa di Cannes e dopo avere trovato un comune lavoro a Milano si presentano dal notaio per comprare una casa che vogliono intestare solo a Lucia.

Possono farlo?

Cas n°2

Chiara et Roberto, tous deux de nationalité italienne, se sont mariés en Italie, sans avoir établi de contrat de mariage, le 7 octobre 1998. Ils vivaient déjà en France avant leur mariage et y ont toujours vécu même après leur mariage. Les époux possèdent des biens (meubles et immeubles) tant en France qu'en Italie.

Caso n°2

Il 7 ottobre 1998 Chiara e Roberto, entrambi di nazionalità italiana, si sono sposati in Italia senza aver stipulato nessuna convenzione matrimoniale. Già prima del matrimonio vivevano entrambi in Francia, dove hanno continuato a vivere anche successivamente. I coniugi possiedono beni (sia mobili che immobili) in Francia e in Italia.

Cas n°2

Aujourd'hui, Chiara a le projet d'ouvrir son propre cabinet d'architecture et afin de protéger les intérêts de la famille, le couple souhaiterait être soumis au régime de la séparation de biens.

A quel régime matrimonial, les époux sont-ils soumis aujourd'hui ?

Caso n°2

Attualmente Chiara sta progettando di avviare in proprio uno studio di architetto; per cautelare gli interessi della famiglia la coppia vorrebbe adottare il regime della separazione dei beni.

A quale regime patrimoniale sono sottoposti attualmente i coniugi?

Cas n°2

- Peuvent-ils utiliser l'article 22 du règlement UE 2016/1103 du 24 juin 2016 ? En faveur de quelle loi ?
 - Chiara interroge un notaire français.
 - Roberto interroge un notaire italien.
- Un ami leur a dit qu'ils auraient dû opter, lors de la célébration de leur mariage, pour la séparation de biens directement devant l'officier d'état civil. Qu'en pensez-vous ?



Caso n°2

- Possono avvalersi dell'articolo 22 del regolamento UE 2016/1103 del 24 giugno 2016 ? Adottando quale legge?
 - Chiara consulta un notaio francese.
 - Roberto consulta un notaio italiano.
- Un amico li informa che al momento della celebrazione del matrimonio avrebbero dovuto optare per la separazione dei beni direttamente dinnanzi all'ufficiale di stato civile. Che cosa ne pensate?



This project is funded by
the Justice Programme
of the European Union
(2014-2020)



Partners



Associate
partners



CONSEJO GENERAL
DEL NOTARIADO



CONSIGLIO NOTARILE DI MILANO



Il diritto dei regimi patrimoniali nel matrimonio in Italia

Notaio Ugo Friedmann, Milano

The content of this presentation represents the views of the author only and is his sole responsibility.
The European Commission does not accept any responsibility for use that may be made of the information it contains.

Regime patrimoniale legale italiano

Il regime patrimoniale legale è la comunione dei beni (art. 159 del Codice Civile).

La comunione dei beni prevede l'esistenza di un patrimonio comune, di patrimoni propri e di una *comunione de residuo*.

I beni acquisiti dai coniugi durante il matrimonio, individualmente o congiuntamente, rientrano nel patrimonio comune, ad eccezione dei beni propri e dei beni che ricadono nella *comunione de residuo* (art. 177 del c.c.).

I seguenti beni fanno parte del patrimonio proprio :

- a. i beni acquisiti prima del matrimonio o prima dell'adozione del regime di comunione dei beni ;
- b. i beni acquisiti durante il matrimonio per donazione o successione, a meno che sia stato precisato nel documento autentico di donazione o nel testamento che i beni dovessero essere attribuiti al patrimonio comune ;
- c. i beni di uso strettamente personale di uno dei coniugi e i relativi accessori;
- d. i beni necessari a uno dei coniugi per l'esercizio della sua professione;
- e. i beni ricevuti a titolo di risarcimento di un danno, come pure qualsiasi pensione percepita per invalidità lavorativa parziale o totale;
- f. i beni acquisiti con denaro frutto di cessione o scambio di beni personali, a condizione che l'altro coniuge lo confermi

Affinché vengano esclusi dal patrimonio comune i beni indicati in c), d), f) –nel caso di beni immobili o mobili registrati nel registro di proprietà specifico e acquisiti durante il matrimonio-, l'esclusione deve essere dichiarata nell'atto di acquisizione e con la partecipazione dell'altro coniuge (art. 179 del c.c.).

I seguenti beni sono considerati facenti parte della *comunione de residuo*:

- Il frutto di un patrimonio proprio di uno dei coniugi e delle sue attività personali, a condizione che esista ancora al momento dello scioglimento della comunione dei beni [art. 177 lettere b) e c) del c.c.] ;
- I beni utilizzati per la gestione dell'azienda di uno dei coniugi, nel caso in cui l'azienda sia stata creata durante il matrimonio, e gli utili di un'azienda creata prima del matrimonio, a condizione che esistano ancora al momento dello scioglimento della comunione dei beni (art. 178 del c.c.).

Esistono ipotesi giuridiche in materia di attribuzione dei beni?

Salvo prova del contrario, i beni mobili sono considerati come facenti parte del patrimonio comune (art. 195 del c.c.).

I coniugi sono tenuti a redigere un inventario dei beni? In caso affermativo, quando e come?

I coniugi non sono tenuti a redigere nessun inventario

Chi deve farsi carico dell'amministrazione dei beni? Chi ha diritto di disporre dei beni? Un coniuge da solo può disporre/amministrare i beni o è necessario il consenso dell'altro (per esempio se si tratti di disporre del domicilio dei coniugi)? Quali sono gli effetti del mancato consenso sulla validità di una transazione giuridica e sull'opponibilità a un terzo?

Il patrimonio comune può essere gestito individualmente dai coniugi. Tuttavia l'esecuzione di atti che eccedano l'ordinaria amministrazione e la conclusione di contratti che prevedano la concessione o l'acquisizione di diritti personali di godimento spettano ai coniugi congiuntamente. Allo stesso modo, il potere di rappresentanza in procedimenti giudiziari per le azioni di cui sopra spetta ai coniugi congiuntamente (art. 180 del c.c.).

Nel caso di beni mobili o immobili registrati in un pubblico registro, un eventuale atto di cessione (vendita o altro) concluso senza l'autorizzazione necessaria di una delle parti può essere annullato; il coniuge il cui consenso era necessario ha facoltà di avviare la relativa azione legale entro l'anno successivo al momento in cui viene a conoscenza dell'atto stesso e, in ogni caso, entro l'anno della data di trascrizione; in qualsiasi altro caso, il coniuge che agisca senza l'autorizzazione dell'altro è tenuto, su richiesta di quest'ultimo, a riportare il patrimonio comune nello stato in cui si trovava prima dell'esecuzione dell'atto o, laddove ciò non sia possibile, a versare una somma equivalente (art. 184 del c.c.).

Un coniuge non ha diritto di disporre della sua quota di patrimonio comune prima dello scioglimento legale del regime di comunione dei beni.

Nel caso in cui un coniuge si rifiuti di dare il proprio consenso o sia assente o impossibilitato, l'altro coniuge può ricevere l'autorizzazione del giudice a realizzare gli atti necessari (art. 181 e 182 del c.c.). Inoltre il giudice può escludere uno dei coniugi dalla gestione dei beni nel caso in cui questi li abbia male amministrati (art. 183 del c.c.). In caso di incapacità relativa o totale o di cattiva amministrazione di uno dei coniugi, il giudice può dichiarare la separazione giudiziaria dei beni, che rappresenta una delle ragioni di scioglimento del regime di comunione dei beni (art. 193 del c.c.). Per quanto riguarda il patrimonio proprio e la *comunione de residuo*, il proprietario potrà eseguire da solo tutti gli atti di gestione e di cessione (art. 185 del c.c.).

Non esistono disposizioni legali specifiche



PUBBLICITÀ DEL REGIME

Il regime legale, contrariamente ai regimi tradizionali, viene reso pubblico in maniera «negativa» ovvero nel senso che si presume e si considera opponibile a terzi in quanto mancanti annotazioni contrarie a margine del registro di matrimonio. I regimi tradizionali sono resi pubblici da un'annotazione a margine nel registro di matrimonio conservato negli archivi cartacei o elettronici dell'ufficio del registro di stato civile (art. 69 del D.P.R. n°396 del 03/11/2000).

Esistono uno o più registri di beni patrimoniali matrimoniali nel vostro paese?

Dove?

Oltre alla registrazione presso il registro dello stato civile, che determina l'opponibilità a terzi, in alcuni casi è necessaria la registrazione pubblica nel registro del catasto (art. 2647 del c.c.); tuttavia, secondo la dottrina prevalente, potrebbe avere la forma di un semplice avviso pubblico senza che ciò infici la sua opponibilità a terzi.

Quali documenti vengono registrati? Quali informazioni vengono registrate?

Le informazioni seguenti , tra le altre, devono essere annotate a margine dell'atto di matrimonio conservato nel registro dello stato civile (art. 162 del c.c., art. 69 del D.P.R. 396/2000): la data del contratto, il nome del notaio che ha rogato il documento autentico, i dati delle parti del contratto o la scelta del regime di separazione, la scelta del diritto applicabile, il provvedimento giudiziario sullo scioglimento del matrimonio o la separazione giudiziaria dei beni. La richiesta di annotazione del contratto sarà introdotta dal notaio che ha rogato il documento autentico.

Come accedere alle informazioni nel registro? Chi ne ha facoltà?

Chiunque ha diritto di consultare il registro conservato presso l'ufficio dello stato civile.



Quali sono gli effetti giuridici della registrazione (validità, opponibilità)?

La registrazione ha l'effetto di rendere il regime matrimoniale opponibile a terzi

Quali sono le conseguenze in caso di decesso di uno dei coniugi?

Il decesso di uno dei coniugi comporta lo scioglimento del regime patrimoniale con le conseguenze indicate al punto 5.1. Inoltre il coniuge superstite ha diritto di ricevere una quota del patrimonio del defunto secondo quanto previsto dalla legge sulla successione

Che cosa prevede la legge a proposito dei beni nel caso di unioni civili e di coppie di fatto?

Il regime di comunione dei beni si applica anche alle unioni civili, salvo il caso in cui i partner optino per un accordo sulla proprietà (e, come nel caso del matrimonio, hanno la possibilità di scegliere la separazione dei beni). La legge 76/2016 si applica anche alle unioni civili, alle disposizioni relative alle *successio ab intestato*, alla legittima, all'esclusione, al ricongiungimento familiare o alle convivenze. Il paragrafo 21 (Legge 76/2016) prevede che gli articoli in materia di *successio ab intestato*, legittima ed esclusione si applichino anche ai partner di unioni civili.

Il fondo patrimoniale

- ▶ Non si tratta di un "regime matrimoniale" ma di una convenzione matrimoniale che gli sposi possono stipulare per atto pubblico notarile alla presenza dei testimoni per mezzo della quale sottomettono determinati beni al regime di amministrazione proprio della comunione legale dei beni
- ▶ Normalmente la proprietà dei beni non viene trasferita, ma si crea un vincolo sui beni in caso di vendita o disposizione degli stessi
- ▶ Se ci sono figli minori nella maggior parte dei casi sarà necessaria l'autorizzazione del giudice per disporre dei beni
- ▶ Per contro i beni non possono essere aggrediti dai creditori degli sposi se non per debiti contratti "per i bisogni della famiglia"
- ▶ Questo istituto ha chiaramente la funzione di proteggere la casa familiare da aggressioni, ma purtroppo è stato impiegato come semplice mezzo di protezione patrimoniale ed è per questo che i giudici attualmente sono molto all'erta e sovente revocano il "fondo" e annullano la protezione se pensano che sia stato concepito unicamente come mezzo di protezione contro i creditori



This project is funded by
the Justice Programme
of the European Union
(2014-2020)



Partners



Associate
partners



CONSEJO GENERAL
DEL NOTARIADO



CONSIGLIO NOTARILE DI MILANO





This project was funded
by the European Union's
Justice Programme
(2014-2020).

Focus sur le droit des régimes matrimoniaux en France (particularités de certains régimes ou clauses) Maître Frédéric VARIN, notaire à Distre

The content of this presentation represents the views of the author only and is his/her sole responsibility. The European Commission does not accept any responsibility for use that may be made of the information it contains.



Partners



Associate
partners



CONSEJO GENERAL
DEL NOTARIADO



CONSIGLIO NOTARILE DI MILANO



Sommaire

I – Présentation schématique des 3 régimes matrimoniaux prévus par le Code Civil

- A) Régime de communauté légale
- B) Régime de la séparation de biens
- C) Régime de la participation aux acquêts

II – Particularités du régime légal de communauté de biens réduite aux acquêts

- A) Emploi/Remploi
- B) Récompenses

III – Particularités de certains régimes conventionnels

- A) Etendue des biens communs
- B) Attribution de certains biens communs au survivant, au premier décès
- C) Notion d' « avantage matrimonial »

I - Présentation schématique des 3 régimes matrimoniaux prévus par le Code Civil

- A) Régime de communauté légale
- B) Séparations de biens
- C) Participation aux acquêts

A) Le régime de communauté légale

- Depuis le 1^{er} février 1966, ce régime s'applique pour tous les époux n'ayant pas établi de contrat de mariage

1°) Composition des patrimoines

Il existe 2 masses de biens :

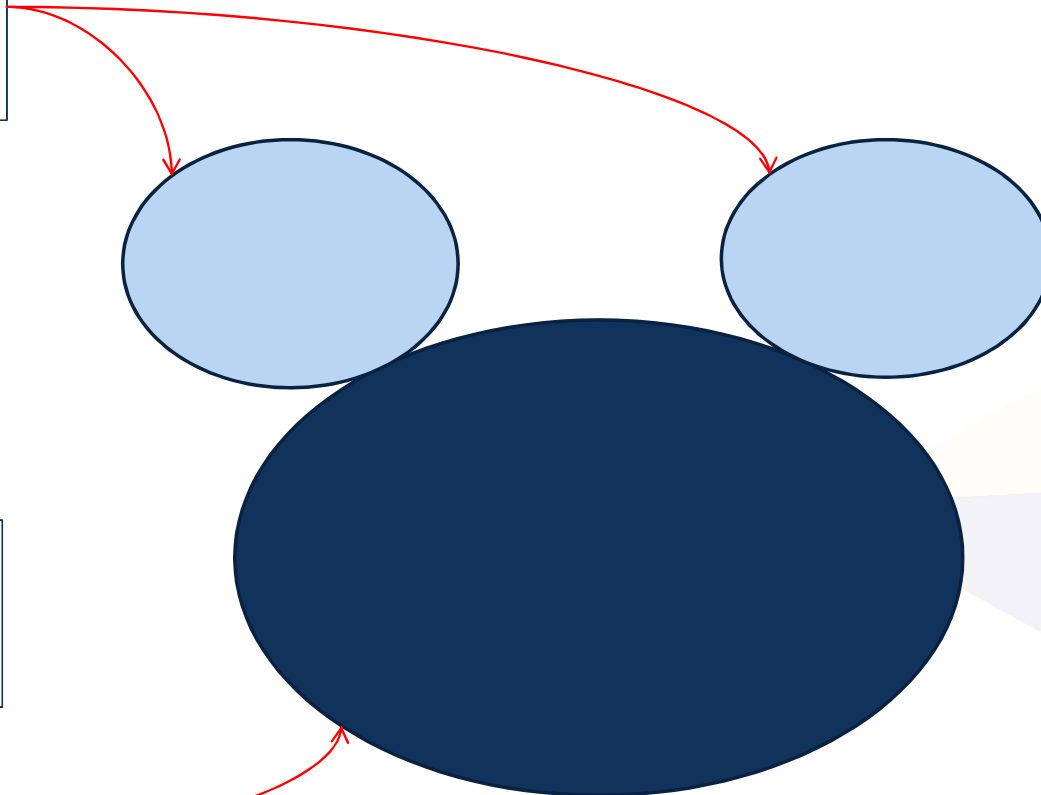
1 - Biens propres de chacun des époux	2 - Biens communs
Ce sont : • Les biens acquis avant le mariage • Les biens acquis pendant le mariage par succession ou donation • Les biens propres par nature : vêtements à usage personnels et les actions en réparation d'un dommage • Les biens propres par subrogation (qui seront abordés dans la partie II)	Ce sont : • Tous les biens acquis à titre onéreux ou créés pendant le mariage • Les gains et salaires des époux • Les fruits et revenus des biens propres

Biens propres des époux :

- Biens existants au jour du mariage
- Biens reçu par donation succession testament
- Biens propres par nature

Biens de Communauté :

- Biens acquis pendant le mariage avec les gains et salaires de chaque époux et les économies du couple



2°) Avantages/Inconvénients

AVANTAGES	INCONVENIENTS
L'avantage principal de ce régime est que l'enrichissement de l'un des époux profite à l'autre. A la dissolution du régime, les acquêts sont divisés par 2.	• Les risques financiers pris par l'un des époux sont supportés par la communauté • En cas de remariage et par suite de décès le partage de la communauté peut être source de conflit

B) Le régime de la séparation de biens

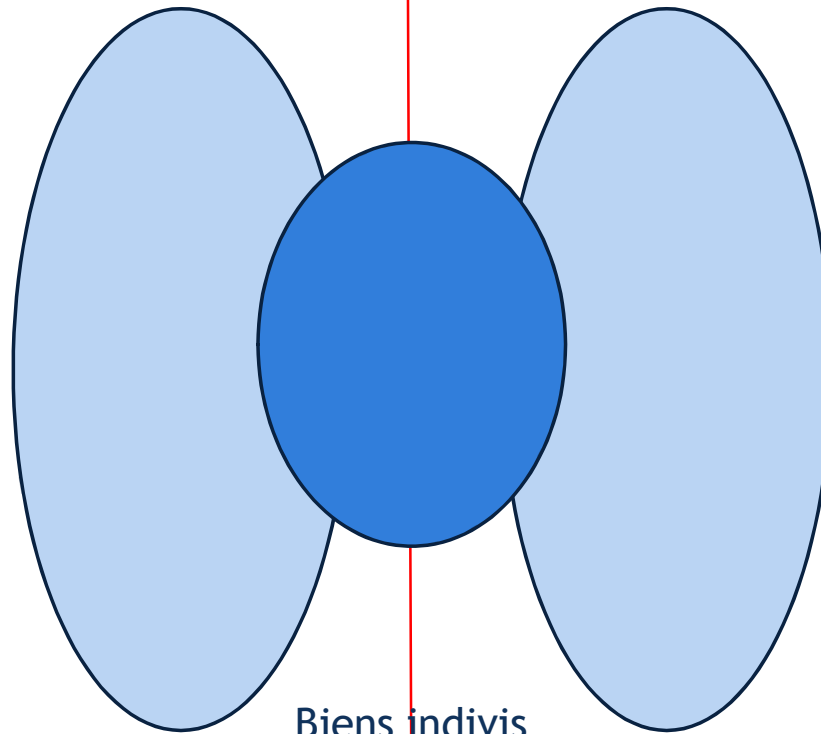
- C'est le régime le plus fréquemment adopté par contrat de mariage

1°) Fonctionnement

1 - Biens personnels	2 - Biens indivis
Chaque époux est propriétaire de ses biens quels que soient la date, le mode d'acquisition (à titre onéreux ou gratuit) et l'origine des fonds. La seule difficulté porte sur la preuve de la propriété.	Souvent les époux acquièrent un bien en indivision entre eux. Leur proportion d'acquisition dépend en principe du degré de participation de chacun dans l'acquisition.

Biens de Monsieur

Biens de Madame



Biens indivis

2°) Avantages/Inconvénients

AVANTAGES	INCONVENIENTS
La séparation des biens est conseillée : • Aux couples dont l'un d'entre eux exerce une activité professionnelle indépendante (profession libérale, commerçant) • A ceux qui ont des enfants du 1^{er} mariage	• L'enrichissement de l'un ne profite pas à l'autre • Les époux ne peuvent pas se consentir d'avantages matrimoniaux qui protègent le conjoint

C) Le régime de la participation aux acquêts

Il s'agit d'un régime hybride :

- ▶ Pendant le mariage : il fonctionne comme si les époux étaient mariés sous le régime de la séparation des biens
- ▶ A la dissolution : chacun des époux a le droit de participer pour moitié aux acquêts de l'autre

1°) Fonctionnement

► Calcul des acquêts de chaque époux

Pour chaque époux, il est déterminé :

- **Son patrimoine originaire** : il est composé de tous les biens qui auraient été propres en communauté
- **Son patrimoine final** : il est composé de tous les biens qui appartiennent à un des époux au jour de la dissolution du régime
- **Ses acquêts**: il s'agit de la différence entre le patrimoine final et le patrimoine originaire de chaque époux.

Si le résultat de cette opération est négatif pour l'un des époux, les acquêts sont égaux à zéro et le déficit est supporté entièrement par cet époux.

1°) Fonctionnement (suite)

► Créance de participation

Une fois les acquêts calculés, il faut tout d'abord les compenser à hauteur du plus faible des 2 montants

L'excédent se partage :

Celui qui s'est le plus enrichi doit à l'autre la moitié de cet excédent.

Cf. Schéma.

Exemple :

Monsieur		Madame	
Patrimoine final	3 000 €	Patrimoine final	2 000 €
Patrimoine originaire	400 €	Patrimoine originaire	200 €
Acquêts	2 600 €	Acquêts	1 800 €

Calcul de la créance de participation : $2\,600 - 1\,800 / 2 = 800 / 2 = 400$

Conclusion : Monsieur doit à Madame 400 €

1°) Fonctionnement (suite)

- Il existe un régime optionnel franco-allemand entré en vigueur le 1^{er} mai 2013 ouvert principalement aux couples franco-allemands

Les règles adoptées s'inspirent de la participation aux acquêts existant dans les 2 pays et réalisent sur certain point un compromis entre les 2 systèmes.



2°) Avantages/Inconvénients

AVANTAGES	INCONVENIENTS
Il est conseillé aux couples dont l'un des époux a une activité professionnelle indépendante.	En cas de divorce, l'époux qui exerce une activité professionnelle peut être redevable d'une créance pouvant le conduire à la cession de son outil professionnel.

II - Particularités du régime légal de communauté de biens réduite aux acquêts

A) Emploi/Remploi

B) Récompenses



A) Emploi/Remploi

- ▶ Un bien acquis à titre onéreux pendant le mariage peut être propre à l'un des époux
- ▶ Ce bien devient propre à l'époux acquéreur si 2 conditions sont remplies :
 - Il le finance pour plus de moitié de fonds propres ;
 - Dans l'acte d'achat, l'époux manifeste sa volonté de faire du bien acquis un bien propre.

B) Récompenses

► Fait générateur

Flux de trésorerie entre un patrimoine propre et le patrimoine commun.

Exemple : un époux vend un bien immobilier qu'il a reçu par succession sans employer les fonds.

A la dissolution du mariage, la communauté devra indemniser le patrimoine propre de l'époux.

B) Récompenses (suite)

► Montant

- Règle générale : la récompense est, en général, égale à la plus faible des 2 sommes que représentent la dépense faite et le profit subsistant.

**Dépense faite* : la somme d'argent dont s'est appauvri l'un des patrimoines

**Profit subsistant* : l'enrichissement du patrimoine qui a bénéficié du transfert des fonds

- 2 exceptions :

- Si la dépense était **nécessaire** : elle ne peut pas être inférieure à la dépense faite ;
- Si le transfert de fonds a servi à **acquérir, à conserver ou à améliorer** un bien : la récompense ne peut pas être inférieure au profit subsistant.

Exemple :

- ▶ Acquisition par la communauté en 2005 : 100.000 €
- ▶ Valeur du bien en 2019 : 200.000 €
- Si l'acquisition a été réalisée pour 20.000 € de fonds propres
- La communauté doit rembourser le patrimoine propre à hauteur de : $20.000 \text{ €} \times 200.000 \text{ €} / 100.000 \text{ €} = 40.000 \text{ €}$

III - Particularités de certains régimes conventionnels

- A) Etendue des biens communs
- B) Attribution de certains biens communs au survivant, au premier décès
- C) Notion d' « avantage matrimonial »

A) Etendue des biens communs

► Communauté universelle

Ce régime consiste à intégrer dans une masse commune tous les biens des époux.

En conséquence, les biens d'un époux acquis avant le mariage ou reçu par succession ou donation deviennent communs.

En contrepartie la communauté universelle supporte toutes les dettes des époux .

Avantage : cette communauté universelle permet de répartir les richesses des époux : le patrimoine propre ou personnel le plus important est transféré pour moitié au conjoint.

A) Etendue des biens communs (suite)

► Séparation de biens avec société d'acquêts

Il s'agit d'un régime hybride : à côté des patrimoines personnels des époux, est créé un patrimoine acquêts (dénommée société d'acquêts) qui leur appartient à tous les 2 et qui fonctionne comme une communauté.

Cette société d'acquêts peut être :

- A objet large et comprendre toute une catégorie de biens
- A objet limité : certains biens déterminés

Ce régime s'adopte le plus souvent par changement de régime matrimonial.

Les époux recherchent dans ce type de régime :

→ A atténuer la rigueur de la séparation des biens

B) Attribution de certains biens communs au survivant, au premier décès

Par exemple :

► Clause de préciput (= prélèvement)

Cette clause permet à l'époux survivant de devenir seul propriétaire d'un bien commun au décès du premier.

► Clause d'attribution intégrale de communauté

Le survivant est seul propriétaire de la totalité de la communauté.

C) Notion d' « avantage matrimonial »

Ces avantages procurés au conjoint sont qualifiés « d'avantages matrimoniaux », c'est-à-dire des **avantages que l'un des époux tire d'un contrat de mariage.**

- Il s'agit un moyen efficace pour assurer la protection financière du conjoint survivant.

En principe : ils ne sont pas comptés comme des donations et ne sont pas pris en compte pour le calcul de la réserve des enfants.

C) Notion d' « avantage matrimonial » (suite)

- ▶ En cas de communauté universelle avec attribution intégrale de la communauté, il n'existe aucune succession, la totalité des biens du couple étant attribués au survivant.

Une limite existe toutefois : c'est l'action en retranchement

- ▶ En présence d'enfants nés d'une 1^{ère} union l'avantage procuré au conjoint est limité à la quotité disponible entre époux.



This project is funded by
the Justice Programme
of the European Union
(2014-2020)



Partners



Associate
partners



CONSEJO GENERAL
DEL NOTARIADO



CONSIGLIO NOTARILE DI MILANO



Étude de cas pratiques
franco-italiens

Studi di casi pratici
franco-italiani

Il contenuto della presentazione offre il punto di vista dell'autore sotto la sua esclusiva responsabilità. La Commissione Europea non assume nessuna responsabilità per i possibili utilizzi delle informazioni in essa contenute.

Cas n°3

Laura (italienne) et Helmut (allemand), fonctionnaires du Parlement européen, se marient à Las Vegas. Après leur mariage, ils établissent leur résidence à Strasbourg et conviennent que leurs rapports patrimoniaux sont régis par le droit français, en vertu du décret 2013-488, instituant un régime matrimonial optionnel de la participation aux acquêts.

Caso n°3

Laura (italiana) e Helmut (tedesco), funzionari del Parlamento europeo, si sposano a Las Vegas e, dopo il loro matrimonio, fissano la loro residenza a Strasburgo e convengono che i loro rapporti patrimoniali tra coniugi siano regolati dalla legge francese, ai sensi del Decreto 2013-488 su regime matrimoniale opzionale della partecipazione agli acquisti.



Cas n°3

Laura achète un pied-à-terre à Spotorno, en Ligurie, et ouvre également un compte à son nom dans une banque locale.

Helmut achète un bateau à son nom, qu'il garde à Spotorno.

Laura et Helmut ne passent plus leurs vacances en Ligurie depuis quelques années, louent l'appartement à des tiers, tandis que le bateau reste inutilisé dans le hangar où il a été placé.



Caso n°3

Laura acquista un appartamento per vacanze a Spotorno e apre anche un conto corrente presso una banca locale a proprio nome. Helmut acquista una imbarcazione a proprio nome, che mantiene sempre a Spotorno.

Laura ed Helmut per un paio di anni non passano più le loro vacanze in Liguria, affittano a terzi l'appartamento, mentre l'imbarcazione rimane inutilizzata nella rimessa a cui è stata affidata.

Cas n°3

Helmut, cependant, ne paie pas les frais à la société qui s'occupe du stockage du bateau. Celle-ci agit en forme exécutive sur le compte bancaire de Laura, affirmant qu'il appartient aux deux époux en communauté de biens.

Laura s'oppose, en faisant valoir que le régime patrimonial de la famille est celui de la communauté « différée », comme il découle du choix de la loi opéré par les époux.



Caso n°3

Helmut, però, non paga i canoni e la società che cura il rimessaggio agisce esecutivamente nei confronti del conto bancario di Laura, sostenendo che esso appartiene in comunione a entrambi i coniugi.

Laura si oppone, sostenendo che il regime patrimoniale della famiglia è quello della comunione differita, come discende dalla scelta di legge effettuata dai coniugi.

Cas n°4:

Alain de nationalité française, et Flora de nationalité italienne, sont en concubinage. Ils vivent en France. Ils envisagent de se marier en août 2020. De façon à anticiper toute contestation dans le futur, ils souhaitent signer un contrat de mariage avant leur union.

La famille de Flora aimerait que les célébrations civile et religieuse soient célébrées à Milan. Les futurs époux viennent vous consulter pour vous poser les questions suivantes :

Caso n°4

Alain -di nazionalità francese- e Flora -di nazionalità italiana- sono conviventi. Vivono in Francia e progettano di sposarsi nell'agosto 2020. Per evitare qualsiasi futura controversia vorrebbero stipulare una convenzione matrimoniale prima del matrimonio.

La famiglia di Flora vorrebbe che le cerimonie civile e religiosa fossero celebrate a Milano. I futuri sposi vi consultano per porvi le seguenti domande:

Cas n°4

1/ Signer un contrat en France alors que le mariage va être célébré en Italie est-il possible ?

2/ Quelles sont les complications qui peuvent découler de cette situation (traduction, reconnaissance du contrat français par la juridiction italienne en cas de divorce, etc...)

Caso n°4

1/ È possibile stipulare una convenzione in Francia se il matrimonio sarà celebrato in Italia?

2/ Quali complicazioni potrebbero derivare da questa situazione (traduzione, riconoscimento della convenzione francese da parte dell'autorità giurisdizionale italiana in caso di divorzio, ecc.)?

Cas n°4

3/ Est-il possible de désigner la loi française applicable ? A quelles matières s'appliquera cette loi ?

4/ Est-il possible dans le contrat de désigner d'ores et déjà la juridiction française comme compétente pour traiter du divorce en cas de séparation ?

5/ Peut-on dans le contrat prévoir une prestation compensatoire et fixer la pension alimentaire en cas de divorce ?

Caso n°4

3/ È possibile optare per il diritto francese? Quali sono i relativi ambiti di applicazione?

4/ Nella convenzione è possibile optare subito per la competenza della giurisdizione francese nella definizione dei termini del divorzio in caso di separazione?

5/ La convenzione può prevedere un assegno di mantenimento e fissare l'assegno alimentare in caso di divorzio?

Liens :

Présentations : <https://www.nbfproject.eu/ateliers/web-conference-italie-france/>

Pour poser vos questions : <https://www.nbfproject.eu/questions-reponses/>

!! Merci de participer au sondage de satisfaction

Collegamenti:

Per maggiori informazioni: <https://www.nbfproject.eu/ateliers/web-conference-italie-france/>

Per porre delle domande: <https://www.nbfproject.eu/questions-reponses/>

!! Vi ringraziamo per la partecipazione al sondaggio di gradimento

